



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 4378

Texte de la question

BILAN DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à Mme Stéphanie Pernod Beaudon, pour le groupe Les Républicains.

Mme Stéphanie Pernod Beaudon. Monsieur le Premier ministre, nous sommes à six mois de l'élection présidentielle, et il est temps de faire votre bilan ; non le nôtre, que vous nous assénez à longueur de questions au Gouvernement et qui concerne un mandat terminé voici quatre ans (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains*), mais le vôtre, notamment en matière d'emploi.

La croissance est aujourd'hui très faible en France ; le taux qu'elle atteint chez la plupart de nos partenaires européens est plus élevé car ils ont eu le courage de mener des réformes structurelles, difficiles, mais qui leur ont permis de tenir, notamment en Italie et en Allemagne. Qu'avons-nous fait, de notre côté ? (« Rien ! » sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)

Vous avez ouvert les vannes des dépenses publiques et fait en sorte de servir toutes les personnes censées voter pour votre camp. Vous avez fait peser sur les ménages un choc fiscal insoutenable, notamment pour les classes moyennes, mis en place une complexité des procédures qui rend difficile le développement économique, et tué l'entrepreneuriat.

La dette publique, ce sont aussi, à six mois de l'élection présidentielle, l'ensemble des cadeaux offerts par le Président de la République, lorsqu'il se lève le matin, à des catégories qui, demain, pourraient voter pour lui, tant il est en train de se noyer, ou au bord de la noyade.

La formation est un autre problème. Vous avez mis en place le plan pour l'emploi et la formation, financé par de la dette, à hauteur de 1,3 milliard d'euros, à charge pour Pôle emploi de développer, dans les régions, des formations professionnelles. Votre objectif était l'inversion de la courbe du chômage : vous ne l'avez même pas atteint. Qu'en est-il du plan pour l'emploi et la formation ? Où en sommes-nous ? Des personnes ont cru aller dans des formations au terme desquelles elles trouveraient un emploi, alors que ce ne sera pas le cas. C'était une imposture.

Mme Laure de La Raudière. Tout à fait !

Mme Stéphanie Pernod Beaudon. Vous êtes capable, monsieur le Premier ministre, d'engager une dépense de 1,3 milliard, financée par de la dette, pour inverser une courbe du chômage qui, pourtant, ne s'inverse pas à cause de votre inactivité. Que serez-vous capable de nous dire sur votre bilan ? On aimerait le connaître, s'agissant de l'emploi, et savoir comment vous pourrez justifier quatre ans d'inaction en ce domaine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union des*

démocrates et indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Vous avez raison, madame la députée... (« Ah ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.)

M. le président. Attendez la suite ! (Sourires.)

M. Manuel Valls, Premier ministre. Merci, monsieur le président. Le temps du bilan, des propositions et du projet arrive ;...

M. Michel Herbillon. Le temps des regrets !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...c'est d'ailleurs plutôt une belle chose pour la démocratie, et votre formation, madame la députée, y contribue grâce à la primaire,...

M. Marc Le Fur. Macron aussi !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...comme la nôtre l'avait fait il y a cinq ans. Il est important que ce débat démocratique ait lieu.

Oui, bien sûr, un problème de croissance se pose pour notre économie, et plus généralement en Europe, par exemple en Italie et même, aujourd'hui, en Allemagne.

M. Yves Nicolin. C'est Macron, le problème !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Le niveau de croissance en zone euro reste faible. On peut aussi se poser une autre question : connaissons-nous, dans les années qui viennent, compte tenu du monde tel qu'il est et de son développement économique, des niveaux de croissance très élevés ? Non. Il faut donc investir massivement dans l'éducation – je l'ai dit ce matin – et dans l'industrie.

Vous auriez pu commencer par là, madame la députée – je vous le dis très honnêtement, et sans vouloir vous renvoyer un bilan : force est de reconnaître que, dans les années 2000, alors que l'Allemagne mettait en œuvre un certain nombre de réformes coûteuses mais utiles, notre économie et notre industrie perdaient en compétitivité. (Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)

Un député du groupe Les Républicains. Et les 35 heures ?

M. Alain Marty. Merci Jospin !

M. le président. Monsieur Marty, je vous ai connu plus calme...

M. Manuel Valls, Premier ministre. Or je remarque – et Christophe Sirugue pourrait le dire aussi –, que le déclin de notre industrie est désormais enrayé : celle-ci redémarre grâce au programme d'investissements d'avenir – PIA –, au plan pour l'industrie du futur et aux investissements dans les énergies renouvelables et la transition écologique, qui sont autant de sujets importants.

Enfin, madame la députée, et nous aurons aussi un débat sur ce point, je récuse l'idée, qui n'apporte pas grand-chose au débat public, des « cadeaux ». (« Eh oui ! » sur quelques bancs du groupe Les Républicains.) De quoi au juste parlez-vous ? Est-ce des moyens que nous avons donnés à la police, aux enseignants et, d'une manière générale, aux fonctionnaires, qui font la fierté de notre pays ? (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et

progressiste.) Voulez-vous parler des moyens et des aides que nous avons apportés aux agriculteurs ?

Découper la France ainsi en catégories auxquelles on distribuerait des « cadeaux », et qui seraient privilégiées par la majorité ou assistées, c'est exactement ce qu'il ne faut pas faire. (*Mêmes mouvements.*)

M. Marc Le Fur. Mais c'est justement ce que vous faites !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Une politique digne de ce nom s'adresse à tous les Français, permet la cohésion et l'union de la société française au moment où elle est tarabouée par le populisme, par ses fractures et ses divisions.

Vous avez posé, madame la députée, une question sérieuse et lourde de sens. Oui, je suis prêt à débattre, bilan contre bilan, propositions contre propositions, et à défendre le modèle républicain et le modèle social, au moment où d'autres veulent le mettre en cause. Je serai fier, non seulement de défendre un bilan, mais, surtout, de formuler des propositions, car nous avons besoin de donner du sens, de donner un projet au pays, de redonner confiance et fierté aux Français. Moi, madame la députée, j'y suis prêt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste. – Huées sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

Données clés

Auteur : [Mme Stéphanie Pernod Beaudon](#)

Circonscription : Ain (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4378

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 novembre 2016](#)